

Dynamiques sociales et luttes au Maroc
Cinq ans après le mouvement du 20 Février

Comme l'ensemble des pays de la région, le Maroc a connu en 2011 un mouvement populaire contestataire majeur : le mouvement du 20 février face à l'explosion des inégalités sociales, au despotisme et la corruption des dites élites. Si ce mouvement n'a pu imposer de changement réel, il a tout de même ouvert la brèche pour une vague de contestation générale et une libération de la parole chez le peuple marocain. Des luttes sociales se sont depuis développées dans le même esprit : citons ainsi, pêle-mêle, les ouvriers de Renault exigeant que leur direction « Dégage ! », les habitants de Tanger se soulevant contre Véolia sur le même mot d'ordre et, depuis la rentrée sociale, les luttes des médecins stagiaires, des diplômés chômeurs, des vendeurs ambulants, des expulsés des logements, des salariés de la fonction publique sans compter les luttes des populations du « Maroc inutile » (Imider, Rif..) contre leur marginalisation. En ce moment même, les enseignants en formation sont mobilisés depuis trois mois pour exiger le retrait de décrets diminuant leurs revenus de 50% et remettant en cause leur accès à la fonction publique.

Toutes ces luttes, en apparence disparates, participent au même mouvement de refus de la marginalisation des uns par les autres. Car cinq ans après, il apparaît que rien n'a changé sur le plan politique, social et économique, malgré les diverses manœuvres politiques de l'Etat marocain pour canaliser les contestations populaires, notamment une refonte constitutionnelle, des élections dites « libres » et une « pseudo transition démocratique » mise en avant par les gouvernants. Les libertés déjà fragiles et partielles ont reculé, les attaques contre les droits d'expression, de manifestation et d'organisation se sont multipliés. Les arrestations, torture et intimidations des activistes ou de simples citoyens engagés dans la défense de leurs droits se sont banalisés.

Dans un pays où le climat social est au bord de l'explosion et « l'Etat d'urgence » permanent, car à la misère seule la matraque est réceptive, les politiques libérales issues des recommandations du FMI sont en plein essor: destruction de la caisse de compensation des prix, extension des emplois précaires dans la fonction publique, réforme régressive des retraites, augmentation de la TVA et des taxes touchant les plus faibles, gel des salaires, réduction des budgets publics dans l'éducation et la santé etc. C'est contre cet état de fait que les mobilisations sociales sont aujourd'hui de plus en plus fortes, parmi un peuple qui refuse le destin que lui assigne le FMI : un eldorado pour les multinationales, dont beaucoup d'entreprises du CAC40, les grands capitaux du Golfe et les prédateurs locaux.

Grâce à la force de ces mobilisations populaires, aussi importantes que combatives, le peuple marocain est aujourd'hui en droit d'espérer reconquérir sa dignité bafouée. Ce large mouvement qui s'engage pourrait apporter enfin une réelle justice sociale et une vraie redistribution des richesses

C'est dans ce contexte que nous appelons à une réunion publique, pour relayer ici-même les mobilisations et luttes de nos compatriotes contre la domination des uns sur les autres et pour l'exigence d'un Maroc réellement émancipé. Mais, également, par le biais de la présence d'organisations amies, réfléchir ensemble à la construction d'une solidarité de luttes internationales contre les logiques qui, d'une rive de la Méditerranée à l'autre, enferment les peuples dans une pauvreté sans cesse croissante au seul profit des minorités qui décident de nos vies.

Association Marocaine des Droits Humains-Paris/IDF – Revue Taharaouyates/Emancipations marocaines–Association Autre Maroc

Réunion publique, entrée libre
Ecole normale supérieure de Paris
Salle Dussane, 45 rue d'Ulm
Vendredi 26 Février, 19h30.